



Comme vous nous y croyons



N°598 du 21 Novembre 2018/Prix: 250 Fcfa

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail:
tchaboremessenger@yahoo.fr
Imprimerie: RAD-GRAPHIC

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

www.lemessenger-actu.com

Pour tout renseignement, information ou conseil
contacter le centre d'appel au N° VERT

8201

* Disponible tous les jours et heures ouvrables

OTR FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

Lettre ouverte d'un prêtre à la conférence des évêques du Togo sur les comportements du père Affognon



« VOTRE PERMISSIVITÉ FACE À DE TELS COMPORTEMENTS EST PERÇUE PAR CERTAINS FIDÈLES CATHOLIQUES COMME ÉTANT L'EXPRESSION D'UNE CAUTION TACITE DU CLERGÉ AU MOUVEMENT DU PÈRE AFFOIGNON »

P.4 & 6

Crise politique au Togo
L'UE ET SES PARTENAIRES
DU G5 ENCOURAGENT LE
DIALOGUE ET LE
COMPROMIS POUR UNE P.3
SORTIE DE CRISE DURABLE

Elections législatives du 20 décembre 2018
LES NOMS DES CANDIDATS UNIR
CONNUS, L'INVESTITURE PRÉVUE
POUR LA FIN DE LA SEMAINE P.3

Situation sociopolitique au Togo

LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ÉCHANGENT AVEC LES POPULATIONS

La situation sociopolitique au Togo interpelle une fois encore une partie de la société civile réunie au sein des organisations de la société civile pour une diplomatie non gouvernementale. Ces organisations ont organisé une rencontre citoyenne d'échanges et de réflexion ce jour 15 novembre 2018 à Lomé. « Responsabilités citoyennes des OSC face à la situation sociopolitique actuelle du Togo », c'est le thème autour duquel a eu lieu la rencontre qui a réuni plusieurs personnes issues de différentes couches socioprofessionnelles de notre pays.

A travers les échanges ces organisations de la société civile entendent sensibiliser les populations sur la nécessité de préserver la paix et la stabilité, gages de tout développement.

A l'ouverture des travaux, Mlle



Sahadatou souhaitant la bienvenue aux participants, est revenue sur la situation politique ces derniers mois qui n'a laissé

indifférent aucun citoyen. Elle a salué les prouesses économiques du Togo cette année avec le rapport doing business, de la Banque Mondiale et autres...qui sont des acquis et qui devraient être préservés. Pour elle, la crise sociopolitique commencée depuis 2017, est en train de trouver une solution avec l'implication de la CEDEAO et du gouvernement togolais, qu'elle a rendu hommage au passage.

Mlle Sahadatou a invité les populations à s'inscrire dans la logique de la recherche de la paix et du vivre ensemble pour un Togo prospère.

Les échanges ont tourné sur la feuille de route de la CEDEAO, les conséquences de la crise sociopolitique que le pays traverse, sur la vie des populations.

La Rédaction

Violences armées en milieu scolaire

LA COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION DES ARMES LÉGÈRES LANCE UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

Pour faire face à la montée en puissance de la violence en générale et en particulier les violences armées, les initiatives n'en manquent pas. C'est dans ce cadre que la commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres a initié « le projet de sensibilisation en milieu scolaire sur la violence armée » dont le lancement a eu lieu au Lycée d'Agoé Centre ce mardi 13 novembre 2018.

Du 13 au 23 novembre, soit 10 jours durant, neuf Établissements publics de la capitale Lomé à savoir le Lycée d'Agoé centre, d'Adetikopé, de Togblékopé, Agoé Est, Sogbossito, CEG Légbassito, Lycée de Zanguéra, de Baguida et de Lomé Tokoin, seront sensibilisés sur le thème « non à la violence armée en milieu scolaire ».

L'objectif de ce projet qui est de la Commission Nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres, est de cultiver les vertus de la non violence, prévenir et



conscientiser la jeunesse scolaire sur les dangers liés à la violence armée et toutes les autres formes de violence. Il s'agit de préparer la jeunesse à être acteurs de la paix et de développement durable du Togo de demain. Et ceci grâce aux Clubs de la paix et de sécurité qui seront installés dans ces différents établissements.

Ces clubs composés d'élèves, se chargeront de poursuivre les sensibilisations dans les classes et mêmes dans les écoles qui n'ont pas été pris

en compte dans le projet.

C'est le secrétaire général de la préfecture d'Agoé Nvyé représentant le Préfet qui a présidé la cérémonie de lancement officiel du projet.

Dans son discours de circonstance le SG de la préfecture d'Agoé a rappelé l'importance des vertus de la paix et de la non violence pour l'émergence du Togo à l'horizon 2030 comme voulu par le président Faure Gnassingbé. Pour lui, il n'y a rien de plus important pour y parvenir si ce n'est la paix et la non violence.

De son côté le vice-président de la Commission de lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres, Inoussa Bouraima, a tenu à rappeler le contexte de ce projet.

Il a insisté sur la responsabilité sociale de l'école qui pour lui, ne se

enfants la possibilité de se familiariser avec les valeurs de solidarité, de tolérance, de paix, de la sécurité et de respect des valeurs de la solidarité,» a-t-il indiqué.

Après cette première phase, la Commission entend se déplacer à l'intérieur du pays pour sensibiliser et installer les Clubs de paix et



limite pas seulement à sécurité dans les écoles de l'enseignement et à l'intérieur du pays. l'apprentissage.

« L'école offre également aux

JC

Crise politique au Togo

L'UE ET SES PARTENAIRES DU G5 ENCOURAGENT LE DIALOGUE ET LE COMPROMIS POUR UNE SORTIE DE CRISE DURABLE

La 19^e session du dialogue politique Togo-UE s'est tenue hier mardi à Lomé. Plusieurs questions étaient à l'ordre du jour dont la situation sociopolitique au Togo et le PND (Programme National de Développement). Les discussions, co-présidées par le ministre togolais des affaires étrangères, Robert Dussey et la Cheffe de la délégation de l'Union européenne au Togo, Cristina Martins-Berreira, ont permis aux deux parties d'aborder des sujets d'ordre national et international d'intérêt commun.

Voici le communiqué de presse relative à cette rencontre.

Communiqué de presse

19^e session du dialogue politique Togo-UE

Lomé, 20 novembre 2018

La 19^e session du Dialogue politique Togo – Union européenne s'est tenue ce mardi 20 novembre 2018 à Lomé sous la présidence conjointe du Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine et de Madame l'Ambassadeur, Cheffe de la Délégation de l'Union européenne. La réunion a permis d'échanger des vues sur les questions politiques, économiques et sociales d'intérêt commun.

Du côté du Gouvernement togolais, outre S.E. Prof. Robert DUSSEY, ont pris part aux travaux, M. Gilbert BAWARA, ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative, M. Payadowa BOUKPESSI, ministre de



l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales ainsi que M. Kossi ASSIMAIDOU, ministre de la Planification du développement.

Côté européen, l'Ambassadeur de l'UE, S.E. Mme Cristina MARTINS BARREIRA était entourée de ses homologues allemand, autrichien, espagnol, français, italien, néerlandais ainsi que du Chef de mission adjoint de l'Ambassade du Danemark. Certains de ces représentants européens ont fait le déplacement depuis leurs ambassades basées à Accra ou à Abuja.

Les discussions ont notamment porté sur la situation politique au Togo et sur les principaux développements au sein de l'Union européenne. Les deux parties ont

également évoqué les négociations en cours en vue d'un nouvel accord entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), d'une part, et l'Union européenne, d'autre part. Le Togo joue un rôle central dans ce processus à travers son chef de la diplomatie qui a été désigné par ses pairs des ACP pour conduire ces négociations. Il a été également question du Plan européen d'investissement (côté européen) ainsi que du Plan National de Développement adopté par le Togo pour la période 2018 – 2022.

"L'Union européenne et ses partenaires du Groupe des 5 appuient sans réserves les efforts de facilitation de la CEDEAO. De même, nous avons toujours encouragé l'ensemble des acteurs togolais à privilégier le dialogue et le

compromis pour une sortie de crise durable. Ceci dit, un test incontournable pour la vitalité de toute démocratie réside dans la tenue des élections régulières, transparentes et crédibles", a indiqué S.E. Mme Cristina MARTINS BARREIRA après la présentation faite par les représentants du gouvernement togolais.

Les deux parties se sont accordées pour organiser au deuxième trimestre 2019 un Forum des Affaires Togo-UE qui sera l'occasion de présenter à de nombreux investisseurs européens les opportunités d'investissement dans le cadre du PND, ainsi que les opportunités de financement de l'UE et des Etats membres pour l'appui à l'investissement privé.

Le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine a remercié "au nom du gouvernement, l'Union européenne pour sa présence aux côtés du peuple togolais". Une présence qui, selon le Prof. Robert DUSSEY, "permet souvent de régler non seulement des problèmes socioéconomiques, mais aussi politiques".

Le dialogue politique entre le Togo et l'Union européenne est fondé sur l'Accord de partenariat ACP-UE. C'est un événement régulier et un moment privilégié pour les deux parties d'échanger des vues sur des questions d'intérêt commun, général, régional ou sous-régional.

Elections législatives du 20 décembre 2018

LES NOMS DES CANDIDATS UNIR CONNUS, L'INVESTITURE PRÉVUE POUR LA FIN DE LA SEMAINE

Commencée à tomber à compte goutte depuis la semaine dernière, la liste des militants du parti Union pour la République (UNIR) qui vont défendre les couleurs du parti le 20 décembre prochain est connue. Même, si celles de Lomé et de la préfecture du golfe n'ont pas encore été communiquées, il faut dire que près de 98% des noms ont été publiés.

Selon les informations proches du parti, le choix des nombreux candidats a été fait sur une base qui tient compte de plusieurs critères. Et donc à l'arrivée tous ceux qui avaient eu à postuler se retrouvent dans



le choix opérés par les instances dirigeantes du parti.

Selon les listes qui circulent depuis quelques jours sur les réseaux sociaux, on peut

remarquer que la majorité des listes soit plus de 90% est composé de nouvelles figures et la plupart sont des jeunes.

C'est dire que le parti a tenu

compte des doléances exprimées par la jeunesse et de la volonté toujours affichée du premier responsable du parti, de faire en sorte que la jeunesse ait son mot à dire dans l'animation politique du parti.

"A UNIR, c'est la démocratie", a lancé un militant du parti que nous avons surpris en train de mener une discussion sur la situation sociopolitique avec ses camarades.

Les retenus, pourraient être investis en fin de semaine, apprend-t-on dans l'entourage de la direction du parti. Et cette investiture

pourrait avoir lieu hors de Lomé. Certains parlent de la ville de 7 collines (Atakpamè).

A travers la publication de la liste des candidats, la machine UNIR s'est une fois encore mis en place pour "aller chercher la victoire". Alors, certains partis de l'opposition notamment la C14 est toujours dans sa logique du boycott.

Des indiscretions indiquent par ailleurs que plusieurs autres partis de l'opposition ont depuis fait acte de candidature en déposant les listes de ceux qui vont défendre leur couleur.

LM

Lettre ouverte d'un prêtre à la conférence des évêques du Togo sur les comportements du père Affognon

« VOTRE PERMISSIVITÉ FACE À DE TELS COMPORTEMENTS EST PERÇUE PAR CERTAINS FIDÈLES CATHOLIQUES COMME ÉTANT L'EXPRESSION D'UNE CAUTION TACITE DU CLERGÉ AU MOUVEMENT DU PÈRE AFFOIGNON »

Dans une lettre qu'il a adressée à la Conférence épiscopale du Togo, le père Jean-François MAWULE, a dénoncé le silence de la conférence épiscopale du Togo sur les comportements du Père Marie-Chanel Affognon. Ce dernier depuis un peu plus de deux a créé un mouvement dit de la société civile dénommé « *Espérance pour le TOGO* ». Pour l'auteur de la lettre ouverte, la création du mouvement n'est pas un problème en soit. « Mais



c'est l'instrumentalisation à Père AFFOIGNON pour outrance de l'Eglise atteindre les objectifs de son mouvement qui demeure la

préoccupation de ma lettre », écrit Père Jean-François Mawule qui relève la division que cette prise de position et ces comportements du père Affognon entraînent au sein de l'Eglise Catholique du Togo.

Depuis que le Père Affognon a créé son mouvement, il s'est affiché aux côtés de l'opposition togolaise et d'autres mouvements qui sont des ailes marchantes de la coalition des 14 partis

politiques. Il a eu à assister à des marches organisées par lesdits mouvements et par la coalition. D'où l'inquiétude qu'évoque la lettre ouverte.

Si l'on en est arrivé là, c'est que la situation au sein de l'Eglise est bien plus grave qu'on ne le pense. A la conférence épiscopale d'agir pour prouver sa bonne foi.

Voici l'intégralité de la lettre ouverte du Père Jean-François MAWULE

LETTRÉ OUVERTE D'UN PRÉTRE A LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DU TOGO

GRAVES MENACES SUR LA COMMUNAUTÉ CATHOLIQUE AU TOGO

Excellences Messieurs de la Conférence des Evêques du TOGO,

Paix et bénédictions du Christ sur vous pour la mission sacerdotale à laquelle vous avez été appelés pour la Rédemption et le salut du peuple de Dieu.

C'est en considérant ce sacerdoce et son sens élevé dans la mission salvatrice de l'Eglise, que je viens vous formuler cette adresse.

Mon choix de ne pas décliner mon identité complète répond au souci d'éviter des blocages à cette lettre et à celui de me préserver d'éventuelles représailles, vu le mode actuel de règlement de nos incompréhensions qui donne à certains d'entre vous, l'opportunité d'anéantir leurs préposés sans aucun égard à la justice, à la tolérance et à l'amour qui restent avant toute chose, des valeurs très chères à l'Eglise. Qu'il plaise donc à Dieu que ma démarche trouve grâce à vos yeux.

Messeigneurs,

Il se passe depuis quelques moments au TOGO des événements aussi inquiétants les uns que les autres, relativement à l'actualité politique. Comme de par l'histoire, de pareilles circonstances représentent des moments de grande délicatesse pour l'Eglise Catholique, tenue, en raison de sa mission, de veiller à l'équilibre moral, matériel et spirituel de ses fidèles. Cependant,

la situation politique qui se présente actuellement au TOGO n'est pas la première du genre qui interpelle l'Eglise togolaise. Il y en a eu dans le passé où l'Eglise Catholique, en raison de sa neutralité et de la confiance qu'elle inspirait aux citoyens de tous les bords politiques et de confessions religieuses diverses, avait été invitée à jouer un rôle de grande portée historique. C'est pourquoi on ne parlera pas de transition démocratique ni de réconciliation entre togolais sans avoir à l'idée la contribution, Ô combien inestimable, l'Eglise Catholique a apportée à la consolidation de la démocratie au TOGO. Les bienfaits résultant du pragmatisme de l'Eglise avaient été favorablement accueillis par la communauté des togolais et par la communauté internationale, créant un réel enthousiasme chez les fidèles catholiques du TOGO. En témoignent les nombreuses sollicitations du clergé togolais pour apporter son expertise aux pays qui étaient confrontés aux réalités politiques similaires à celles qu'a traversées le TOGO.

Chers Evêques,

Je pense à mon humble avis qu'en temps normal, votre qualité de premiers responsables de l'Eglise au TOGO vous incombe le devoir de veiller au grain pour qu'aucune inadvertance ne vienne compromettre ces mérites cumulés

après un travail qui a nécessité beaucoup d'énergie et de patience.

C'est pourquoi j'ai trouvé utile d'attirer votre attention sur un certain nombre de choses qui ont actuellement cours et qui risquent de porter sérieusement atteinte à l'image et à l'honneur de l'Eglise.

Ces faits portent essentiellement sur les actes que pose depuis un temps le Révérend Père MARIE-CHANEL AFFOIGNON.

En effet, il est de notoriété publique que le Révérend Père MARIE-CHANEL AFFOIGNON a créé depuis environ deux mois un mouvement de la société civile dénommé « *Espérance pour le TOGO* » qui milite aux côtés des forces engagées pour l'alternance au TOGO.

En soi, la création de ce mouvement ne pose aucun problème mais c'est l'instrumentalisation à outrance de l'Eglise catholique par le Révérend Père AFFOIGNON pour atteindre les objectifs de son mouvement qui demeure la préoccupation de ma lettre.

En effet, on ne saurait comprendre qu'en tant que gardiens du temple, vous assistiez sans rien dire au fait que le Révérend Père AFFOIGNON, flanqué de ses vêtements et objets liturgiques, s'affiche publiquement aux événements organisés dans le

cadre de son mouvement. Votre permissivité face à de tels comportements est perçue par certains fidèles catholiques comme étant l'expression d'une caution tacite du Clergé au mouvement du Père AFFOIGNON. Cette situation crée de réelles divisions au sein de la communauté catholique et prête le flanc aux médias qui se permettent aujourd'hui de se jouer de l'Eglise comme d'un vulgaire instrument d'amusement au point même d'évoquer la création d'un parti politique par les Evêques du TOGO.

L'Eglise a pour vocation de conduire le peuple de Dieu et ce peuple est l'espèce humaine sans distinction de race, d'ethnie ni de parti politique. C'est pourquoi les valeurs que prêche l'Eglise sont universelles. Il est donc très dangereux qu'en dépit de l'humanisme et de l'équité portés par l'Eglise, le Révérend Père Marie-Chanel AFFOIGNON en vienne à donner du clergé togolais l'image d'un clergé prête-main, disposé à semer les germes de la division et de la discrimination au sein de ses fidèles.

Cette impression est entretenue au niveau des fidèles par la liberté dont dispose le Père AFFOIGNON à organiser les réunions et forums de son mouvement dans les enceintes de l'Eglise, comme par exemple au siège de l'OCDI, à TOKOIN CESAL, et à la Paroisse St JEAN de LOME.

(Suite à la page 6)

Lu sur le net !

FAITS DIVERS

Il se coupe le pied pour ne pas aller travailler

Apprenant que son allocation chômage allait lui être retirée s'il refusait un poste proposé par le Pôle emploi autrichien, un homme de 56 ans s'est coupé le pied avec une petite scie électrique et l'a ensuite jeté au feu pour que les médecins ne puissent pas le lui recoudre. Les secours sont intervenus à temps pour lui sauver la vie, l'homme ayant perdu beaucoup de sang. Souffrant de dépression, il est sans emploi depuis 2003, excepté quelques missions.

Les œufs cuisinés à l'urine

Dans la ville chinoise de Dongyang, au printemps, entre deux étals, on peut trouver un mets ancestral paré, dit-on, de vertus médicinales. On les appelle les "œufs de petits garçons vierges". Cuits et marinés pendant 24 heures dans de l'urine provenant d'écoles primaires, ils sont ensuite vendus jusqu'à deux fois le prix d'un œuf classique. Energisants, ils seraient aussi excellents pour les articulations.

Il se fait déchiqeter le pénis dans un gâteau d'anniversaire

Un jeune Allemand de 28 ans qui s'était caché dans un gâteau d'anniversaire pour surprendre sa fiancée s'est fait déchiqeter le pénis par le chien qu'il comptait lui offrir pour son anniversaire. L'animal, énervé par la chaleur et le manque d'oxygène, aurait pu faire moins de dégâts si l'homme n'avait pas été en maillot de bain.

Une millionnaire réclame 250 000 dollars à un SDF

Une Américaine ayant gagné un million de dollars il y a trois mois à la loterie réclame aujourd'hui le ticket gagnant qu'elle a offert à un SDF. La jeune femme distribuait régulièrement des billets de 100 dollars aux sans-abri qu'elle croisait. Jusqu'au jour où l'un d'entre eux a gagné 260 000 dollars à la loterie, grâce à un ticket à gratter glissé en plus du don de la chanceuse. Celle-ci affirme aujourd'hui que le ticket s'est retrouvé là par erreur et réclame son dû.

Le juge qui résout ses affaires grâce à la coca

En Bolivie, mâcher des feuilles de coca, dont on extrait la cocaïne, est chose courante. Mais un juge fraîchement élu au Tribunal constitutionnel, la plus haute instance du pays, ne se contentait pas de les mastiquer. Il consultait aussi ces feuilles, à qui les chamans prêtent des vertus divinatoires, pour prendre une décision lorsque se présentait un cas compliqué. Scandale assuré.

HISTOIRES DROLES

L'ÉPOUSE: Chéri pourquoi es-tu rentré tôt avec un si mauvais visage ?

L'ÉPOUX: J'ai eu une journée horrible. J'ai perdu tous mes collègues de service aujourd'hui...

L'ÉPOUSE: Ooooooh mon Dieu!!! Que s'est-il passé ?

L'ÉPOUX: Il y a eu un incendie qui s'est déclenché dans le tunnel et tous sont décédés.

L'ÉPOUSE: Ça fait pitié. Je remercie Dieu de t'avoir préservé. Chéri comment t'y es-tu pris pour survivre ?

L'ÉPOUX: C'est l'oeuvre de Dieu. Mon ventre me dérangeait et j'ai pris une pause pour aller me mettre à l'aise dans les toilettes.

L'ÉPOUSE: Chéri Dieu merci tu es vivant. C'est le plus important. Qu'est-ce qui nous arriverait si tu mourrais ? J'ai beaucoup pitié pour leur famille. Comment vont-elles survivre maintenant?

L'ÉPOUX: Cela fait mal mais les Nations Unies ont décidé de donner à chacune de leur famille, 100millions de francs CFA et une villa.

L'ÉPOUSE: Quoi!!!!!!!!!!!!!!!!!!!! ? 100millions de quoi ? Eeeeeeeeeeeeeeh avec ça toi tu chiais pendant que tes collègues assuraient les arrières de leurs femmes et enfants ?

Mon chéri vraiment, tu ne m'as jamais aimé. Tu nous as fait rater l'occasion de devenir millionnaire.

Où tu es allé chier-là, incendie pouvait pas arriver là-bas ? Je suis très déçue de toi.

Pourquoi tu es toujours absent à chaque fois que Dieu veut nous bénir ?

Occasion comme ça-là, argent et puis maison ? Toi c'est dans toilettes tu es et puis tu passes ton temps à chier

Mari inconscient

Tchrrrrrouuuuuu...!!!

PHARMACIES DE GARDE DU 19/11/18 au 26/11/18

BOULEVARD

Bd. Du 13 Janv. Doulassamé 22 21 65 49

BEL AIR Non loin de RAMCO et de l'hôtel Palm Beach 22 21 03 21

OCAM Rue de l'ENTENTE 22 21 62 05

OLIVIERS Bd. Houphet Boigny 22 27 04 34

AMESSIAME-BE Marché de Bè 96 32 97 60

ESPERANCE Av F.J. STRAUSS, Face Ecole Française Nyékonakpoé (Rue Adjololo) 22 21 01 28

LIBERATION Avenue Libération prolongée 22 22 25 25

GBOSSIME Face Marché Gbossimé 22 22 50 50

ROBERTSON Après la Lagune de Nyékonakpoé (TOGBATO) 22 22 28 41

N.D. DE LA TRINITE Sise au 20 boulevard de la paix à Super Taco 22 21 27 80

GBEZE Boulevard Jean Paul II 22 26 32 61

UNIVERS - SANTE Boulevard GNASSINGBE Eyadema, Cité OUA face à l'entrée du CHU-CAMPUS 22 61 81 43

AEROPORT Rte de l'Aéroport SITO 22 26 21 22

INTERNATIONALE Sise Marché de Hedzranawoe « Asiyeye », Boulevard du Haho 22 26 89 94

RAOUDHA Située au 4495 Boulevard Zio Hedzranawoe, derrière TOGO 2000 22 61 39 39

SANTA MADONNA Sise à Kégué sur la route du petit contournement à côté de l'église catholique Ste Thérèse 70 01 03 03

MISERICORDE BE-KPOTA 23 38 47 62

MAËLYS 1688, Bd Malfakassa - Bè Kpota en Face de NETADI 22 27 60 19

ELI-BERECA

Route d'Adidogomé, Immeuble SIKOVIC face bureau de Poste 22 51 22 82

LA REFERENCE Route de Kpalimé, Adidogomé Assiyéyé, à côté du bar Madiba 22 51 12 12

BONTE Route de SEGBE, Wonyomé-Adidogomé en face de la station Sanol 93 95 80 78

BETANIA Rue Sito, Totsi-Glenkomé non loin de la salle des Témoins de Jéhovah 96 80 10 11

MILLENAIRE Face réserve de la gendarmerie d'Agoenyivé, sur la route de 50m à 300m du côté Nord 22 51 64 31

MATHILDA Route PATASSE - Lomégan - ODEF 22 51 15 34

EL SHADAÏ Face Ecole Théologie ESTAO 22 51 44 25

DIEUDONNE Route de LLEO 2000, non loin de FUCEC Agoe-Téléssou 70 44 84 59

LE-SHAMMAH Sise à amadahomé à côté de la maison des jeunes 70 43 25 85

LA GRÂCE Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUN AGIP Agoè 22 25 91 65

ESPACE VIE Agoe Logopé, face bar Plaisir 2003 99 85 89 07

MAINA Agoé Assiyéyé, axe Zanguéra à 300 mètres du Carrefour bleu 22 33 65 34

MAWUNYO Agoè-Sogbossito, route de Mission TOVE en face de la station OANDO 70 42 34 64

TAKOE Avant la station CAP ESSO de Zongo(côté opposé) 22 34 03 42

DE L'EDEN Route d'Aneho, face cité Baguida 70 42 13 98

VERSEAU Près maison Bateau, Baguida 22 27 34 53

Réformes constitutionnelles et institutionnelles **OÙ EST DONC LE VRAI RAPPORT DE L'EXPERT CONSTITUTIONNALISTE DE LA CEDEAO ?** POUR GILBERT BAWARA, LE RAPPORT QUI CIRCULE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX EST UN FAUX RAPPORT

En vue de permettre une sortie durable de la crise sociopolitique au Togo, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté Economique de l'Ouest (CEDEAO) a, dans sa feuille de route du 31 juillet dernier, pris un certain nombre de résolution, dont celle d'un recrutement par la commission de la CEDEAO, d'un expert constitutionnaliste. L'expert recruté, du nom d'Alioune Badara Fall, devrait aider le gouvernement togolais à rédiger un texte conforme aux normes internationales pour être adopté soit par voie parlementaire soit par référendum selon la résolution de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO.

Mais depuis quelques jours, une polémique semble naître, à la suite d'un rapport publié sur les réseaux sociaux et qui est attribué au travail de conclusion de l'expert constitutionnaliste en question. Ledit rapport, beaucoup de journaux l'ont relayé et l'ont également

attribué à l'expert.

Or dans la foulée le gouvernement togolais a envoyé un projet de loi qu'il a adopté en conseil des ministres, à l'assemblée nationale. Projet de loi qui s'écarte un peu du texte qui circule sur les réseaux sociaux.

Beaucoup ont accusé alors le gouvernement togolais d'avoir envoyé un faux rapport qui n'a rien à avoir avec celui de l'expert, à l'assemblée nationale. Ce que dément formellement le ministre Gilbert Bawara, lors d'un débat politique il y a quelques jours.

« *J'ai toujours encouragé les médias, les journalistes à faire preuve de beaucoup de professionnalisme et d'objectivité* », a laissé entendre le ministre Bawara, qui explique, que lorsqu'un expert de la CEDEAO rédige un rapport et le soumet à son institution, la seule manière pour un journaliste qui a des doutes sur l'authenticité et la validité du rapport, est d'aller chercher l'information auprès de qui de droit. Un rappel du ministre relatif au rôle d'un journaliste qui est

de chercher à vérifier toute information qu'il reçoit avant toute publication et de s'abstenir au moindre doute.

« *Le rapport nous a été soumis uniquement le lundi dernier et il a été communiqué simultanément aux présidents du Ghana et de la Guinée. Donc il doit être assez aisé de vérifier auprès de ces deux chefs d'Etat et auprès de la commission de la CEDEAO l'authenticité du*

rapport », a expliqué Gilbert Bawara pour qui « *le rapport qui circule sur les réseaux sociaux est un faux rapport qui n'est même pas signé, qui n'est même pas daté* ».

Pour le ministre « *le rapport qui a été remis aux autorités, chacun y compris la coalition des 14 partis peut chercher à vérifier son authenticité* ».

Le dimanche 18 décembre dernier, la commission de la CEDEAO, a dans un

communiqué rendu public, a trouvé le rapport de l'expert conforme avec les décisions du sommet du 31 juillet 2018 et également en conformité avec les pratiques en cours dans les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Le communiqué de la commission de la CEDEAO indique par ailleurs que ce rapport qui seul fait foi a été transmis aux deux (02) facilitateurs et aux acteurs politiques togolais.

Quel est donc ce rapport qui seul fait foi ? Probablement les jours à venir nous en diront un peu plus.

Le communiqué de la Commission de la CEDEAO a plutôt contribué à raviver les doutes et certains continuent par croire que le gouvernement a tripatouillé le rapport.

Mais en attendant, la date du 20 décembre prochain pour la tenue des élections législatives semble être bien scellée. Le ministre Bawara l'a encore réaffirmé dans le débat et les listes des candidats de certains partis politiques commencent par être publiées.

Bouraima

LETTRE OUVERTE D'UN PRETRE A LA CONFERENCE DES EVEQUES DU TOGO **GRAVES MENACES SUR LA COMMUNAUTE CATHOLIQUE AU TOGO (Suite)**

Pour ne prendre que l'exemple de ma Paroisse, je suis confronté à des plaintes fréquentes de mes fidèles qui cherchent à comprendre la position réelle du clergé togolais dans la crise politique que traverse le TOGO. S'il faut avouer qu'il n'est pas facile de répondre à de pareilles interrogations, il faut aussi avouer que votre silence et votre inaction face aux comportements du Père AFFOIGNON ne sont pas de nature à nous faciliter la tâche.

Par principe, l'Eglise est censée être neutre mais les expériences vécues à mon niveau me permettent de réaliser que la communauté catholique est sérieusement divisée et risque de l'être davantage tant

que vous ne songerez pas à restaurer la neutralité de l'Eglise. Nos fidèles croyants ont chacun son appartenance politique et ce serait une réelle indécatesse de notre part de permettre aux Prêtres de chercher à imposer leur choix politique aux fidèles.

Messeigneurs,

Mes réflexions sur la situation actuelle du clergé togolais m'ont amené à la conclusion selon laquelle la confusion des rôles et des genres me semble être le principal problème auquel notre Eglise se retrouve confrontée aujourd'hui. Cette confusion se pose beaucoup plus aux serviteurs de Dieu qu'aux acteurs politiques

de notre pays parce que les premiers imbus de leur autorité religieuse et théocratique, sont de plus en plus tentés de sortir du cadre purement religieux pour diriger le monde. Or, une telle propension ne serait possible sans enfreindre à la recommandation de notre Seigneur Jésus Christ contenue dans Mathieu 22 : 21 par laquelle il disait aux Pharisiens de « rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ».

Cette recommandation qui est plus que d'actualité dans le cas de notre Eglise, vous interpelle plus que jamais si tant est que vous ne voulez pas laisser aux fidèles catholiques du TOGO l'impression de vouloir démolir leur foi en Dieu. De ce fait, je voudrais vivement

vous exhorter à saisir les tribunes offertes par les divers événements religieux de cette fin d'année, pour passer les messages adéquats de paix, d'amour, de pardon en vue de restaurer la confiance au sein du clergé et raffermir les liens entre les fidèles de la communauté catholique togolaise.

En vous renouvelant mes sentiments de paix et de respect, je vous prie d'agréer, Excellence Messieurs de la Conférence des Evêques du TOGO, l'assurance de ma très haute considération.

Lomé, le lundi 19 novembre 2018

Votre dévoué, Père JEAN-FRANÇOIS.

Médja: LES JPO DE LA PRESSE SE DÉLOCALISENT À SOKODÉ

Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), a lancé les Journées Portes Ouvertes (JPO) ce jour 21 novembre 2018. Cette année les Journées se tiendront à Sokodé dans la région centrale. « Une innovation » selon le Président du CONAPP, Arimiyo Tchagnao qui s'est dit fier de pouvoir honorer une de ses promesses de sa campagne.

Placé sous le thème « Journalisme, nouveaux médias et liberté d'expression » la rencontre de Sokodé pour les JPO va mobiliser plusieurs journalistes de radio, de la presse écrite et ceux des médias en ligne venus de toutes les régions du Togo.

"Ce sera l'occasion pour les



journalistes de se frotter entre eux et d'échanger sur les difficultés qu'ils rencontrent dans l'exercice

de leur métier, mais aussi de profiter des expériences des uns des autres" a laissé entendre le président

du CONAPP.

Les JPO organisées chaque année par le Conseil National des Patrons de

Presse est à sa 5e édition.

Les quatre éditions passées se sont déroulées à Lomé.

La rédaction



Spéciale
fin d'année 2018*

**JUSQU'À
-45%**
sur le
DÉDOUANEMENT

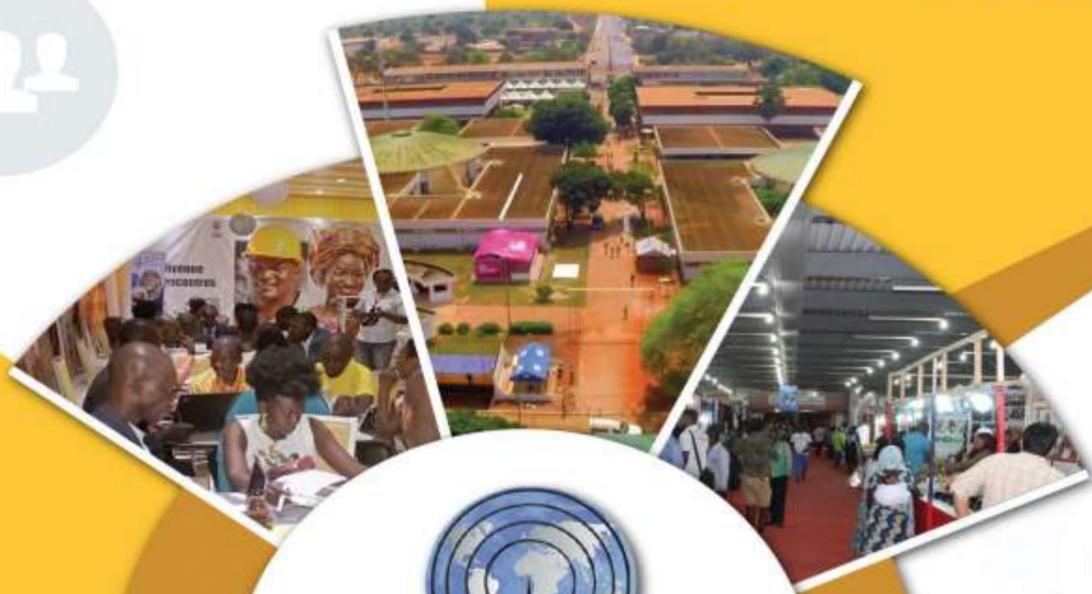
- ✓ des marchandises*
- ✓ des véhicules

* Offre valable jusqu'au 31 décembre 2018
* Marchandises sous douane en souffrance

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

23 Nov. 15^{ème}
10 Déc.
2018 Foire
Internationale de
LOME
Foire de toutes les opportunités

+
DE 1000
EXPOSANTS
300 000
VISITEURS



**THÈME: CHAÎNE DE VALEUR,
VECTEUR DE PROGRÈS ÉCONOMIQUE**

#FIL15



CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOME
BP: 10056 Lomé - Togo Tél:(00228) 99 64 40 01 / 90 31 76 37



www.cetef.tg